



MISSIÓ PERMANENT DEL PRINCIPAT D'ANDORRA A LES NACIONS UNIDES

Seul le texte prononcé fait foi

73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

- Discours du Chef du Gouvernement, M. Antoni Martí Petit -

New York, le 28 septembre 2018

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

2018 est, pour les Andorranes et les Andorrans, une année de double célébration, à la fois mondiale et locale. Le 28 juillet dernier, nous avons célébré les 25 ans de l'adhésion de la principauté d'Andorre à l'Organisation des Nations unies ; et le 10 décembre prochain, nous fêterons le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Comme je viens de le mentionner, ces deux événements ont une double signification : mondiale et locale. Ce que certains appellent le « glocal ». En effet, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 revêt pour l'Andorre, comme pour le reste des pays de la communauté internationale, une dimension mondiale. Mais elle est également enracinée localement, car les droits fondamentaux ont été respectés en Andorre depuis des temps immémoriaux. Il n'est donc pas surprenant que la Constitution andorrane stipule expressément que la Déclaration universelle des droits de l'homme est en vigueur en Andorre.

C'est pour cette raison que l'Andorre a souhaité participer activement à la campagne *Stand Up for Human Rights*, en se concentrant notamment sur la diffusion de l'importance des droits de l'homme dans le domaine de l'éducation. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Mme Michelle Bachelet, que j'ai déjà eu l'honneur de rencontrer dans le cadre de la communauté ibéro-américaine ces

dernières années, sait qu'elle peut compter sur l'Andorre pour rendre la Déclaration du 10 décembre 1948 plus efficace et influente que jamais. Car, comme je l'ai mentionné, la Déclaration universelle des droits de l'homme faisait déjà partie du droit positif andorran avant même que l'Andorre n'adhère à l'ONU.

À présent, je vous demande de vous souvenir de l'état du monde il y a 25 ans, lorsque l'Andorre est devenue un membre de plein droit de l'ONU. Cette époque, y compris 1993, a été une époque d'espoir pour tous. La fin du rideau de fer et la fin de la guerre froide ont ouvert la voie à une vague de démocratisation sans précédent. Avant les dernières années du XXe siècle et les premières années du XXIe siècle, il n'y avait jamais eu autant de peuples vivant en démocratie. Il s'agissait d'une époque de consolidation des droits de l'homme, de croissance économique et de réduction progressive des inégalités. Une époque de paix, de coopération, de multilatéralisme, de respect, de compréhension et de dialogue entre les cultures et les religions. Sur le vieux continent, ces années d'optimisme ont accompagné le long et fructueux processus de la construction européenne.

Aujourd'hui, nous nous rappelons tous cette époque avec une certaine nostalgie. Nous avons pu le constater cet été lors des profonds hommages au Secrétaire général Kofi Annan, qui a tant œuvré pour la paix et le multilatéralisme à la fin du siècle dernier et au début de ce millénaire. Et nous avons également pu nous en rendre compte cette semaine, lors du Sommet de la paix dédié à Nelson Mandela, qui a, sans aucun doute, été l'un des personnages clé de cette époque historique.

25 ans plus tard, une grande partie des espoirs de 1993 se sont estompés ; nous avons même reculé sur certains points essentiels.

La prestigieuse organisation non gouvernementale Freedom House constate d'année en année un déclin constant de la démocratie dans le monde depuis 2006. Dans son dernier rapport, elle indique qu'en 2017, seules 4 personnes sur 10 vivaient dans des pays libres.

Ce lent déclin des régimes démocratiques s'accompagne d'une hausse des inégalités, de l'intolérance et de l'extrémisme. Y compris dans les démocraties consolidées, l'on entend chaque jour davantage la voix de ceux qui, pendant de nombreuses années, ont subi des discriminations en silence : les femmes, les personnes handicapées, les victimes de

harcèlement d'ordre sexuel ou autre, etc. Tout cela nous montre que l'optimisme dont nous avons fait preuve il y a 25 ans était quelque peu naïf.

Toutefois, malgré toutes ces déceptions et ces imperfections, nous ne pouvons que continuer à défendre l'ordre international qui est né de l'ONU immédiatement après la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

En effet, cet ordre se fonde sur trois principes aussi élémentaires qu'universels : nous avons tous les mêmes droits, nous devons résoudre ensemble ce qui nous affecte tous, tout conflit doit être résolu pacifiquement et conformément au droit. Le terme « tous » désigne tous les individus qui composent une démocratie représentative, mais aussi tous les pays, sur un pied d'égalité, de la présente Assemblée générale.

La démocratie représentative et le multilatéralisme sont les fruits de valeurs communes. Il n'est donc pas surprenant qu'ils soient en crise au même moment.

De mon point de vue, l'ordre démocratique et multilatéral est menacé par deux extrêmes : le populisme et la technocratie. Face à des problèmes complexes, le populisme propose des solutions simples, qui n'en sont pas en réalité car elles finissent par créer de nouveaux problèmes et remettent en question les principes et les valeurs démocratiques. Quant à la technocratie, elle propose de résoudre les problèmes complexes avec des solutions aussi complexes qu'élitistes. Des solutions qui ne sont pas inclusives, qui génèrent des inégalités et excluent une grande partie des citoyens.

Le populisme se nourrit de la déception de tous ceux qui ont été marginalisés, qui ont subi l'exclusion, l'incompréhension et les inégalités.

Au cours de ces dernières années, nous l'avons dit et redit, le monde se débat entre ouverture et fermeture, entre multilatéralisme et unilatéralisme, entre coopération et protectionnisme... Mais peut-être est-ce une erreur de vouloir présenter le monde de cette manière. Nous avons trop souvent pensé, en tant que défenseurs de l'ordre multilatéral et de la mondialisation, que nous n'avions commis aucune erreur et que les autres se trompaient. Sans voir que la mondialisation a créé des anticorps et que tous les anticorps ne sont pas nocifs, car toutes les formes de mondialisation ne sont peut-être pas bénéfiques.

Face à cette dialectique entre ouverture et fermeture, il ne faut pas rechercher la confrontation, mais plutôt l'équilibre, un équilibre entre cosmopolitisme et enracinement, car les deux camps présentent tous deux des points positifs.

Nous avons trop souvent souligné le risque que représentent le protectionnisme, le populisme et la fermeture, sans nous rendre compte qu'il existe également un autre risque : celui d'une mondialisation élitiste, inhumaine, peu ou pas inclusive.

Nous avons très souvent trouvé des solutions aux grandes questions internationales, qu'elles soient d'ordre géopolitique, économique ou social, qui ne prennent pas en compte les personnes et qui vont à l'encontre de l'une des devises de l'ONU : « ne laisser personne sur le bord du chemin ».

Je salue donc très positivement le thème choisi par la Présidente de cette Assemblée générale, Madame Maria Fernanda Espinosa (avec laquelle l'Andorre a un point commun : la communauté ibéro-américaine) ; ce thème est : « faire de l'ONU une organisation pour tous », ce qui suppose construire des « sociétés pacifiques, équitables et durables ».

Mesdames et Messieurs,

L'action de l'ONU, et, par extension, de toute la communauté internationale, doit être inclusive et centrée sur les problèmes réels des populations. Si nous n'agissons pas ainsi, nous persévérons dans nos erreurs. Nous renforcerons l'image selon laquelle nos institutions internationales sont difficiles à comprendre et éloignées des citoyens, et nous ouvrirons encore davantage la porte au populisme.

C'est pour cette raison que l'Andorre a souhaité participer de manière particulièrement active à la promotion et à la réussite des Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Des objectifs centrés sur des besoins spécifiques et palpables de la population mondiale, de grands objectifs mondiaux avec des applications et des impacts locaux, qui, s'ils sont réalisés, renforceront les liens, indispensables, entre les populations et les institutions.

L'Andorre a présenté le premier Rapport national volontaire sur les Objectifs de développement durable au forum politique de haut niveau de l'ECOSOC en juillet dernier. Comme indiqué dans ce rapport, le Gouvernement andorran s'efforce depuis longtemps

d'inscrire ses actions politiques dans les 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. De plus, il a mis en place une campagne de participation de la communauté éducative, de la société civile et des entreprises privées, visant à promouvoir et à atteindre ces divers objectifs. C'est une manière d'ouvrir et de rapprocher l'ONU et son Agenda des citoyens.

Nous considérons que l'innovation et les nouvelles technologies jouent un rôle majeur dans les Objectifs de développement durable. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'une alliance transversale entre secteur public et secteur privé pour mettre les avancées technologiques au service de l'Agenda 2030.

Nous avons évalué notre degré de réalisation des six objectifs de développement durable relatifs à l'environnement : eau propre et assainissement, énergie propre et d'un coût abordable, villes et communautés durables, consommation et production responsables, protection de la vie terrestre et lutte contre les changements climatiques. Plusieurs actions mises en œuvre par le Gouvernement andorran au cours des dernières années s'inscrivent dans la droite ligne de ces objectifs : l'amélioration permanente de la qualité de l'eau et de l'air, un plan complet de transition énergétique qui doit permettre de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur et promouvoir les énergies renouvelables, des aides directes pour les travaux de rénovation des bâtiments respectant les critères d'efficacité énergétique, etc. Toutes ces actions ont pour but de respecter les exigences de l'Agenda 2030.

En outre, l'Andorre a décidé de se concentrer sur deux objectifs supplémentaires : les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et l'éducation de qualité, qui sont deux éléments auxquels la société andorrane s'identifie de manière transversale.

C'est pour cette raison que nous revendiquons la validité de l'accord contre le changement climatique que la plupart des pays ont signé ici, à New York, en avril 2016. Et nous insistons sur le fait que la communauté internationale doit respecter les consensus et les engagements obtenus à Paris en décembre 2015. Consensus et engagements que nous avons réitérés l'année dernière, toujours à Paris, lors du sommet *One Planet Summit*, sous l'impulsion du Secrétaire général et du Président de la République française et Coprince d'Andorre, M. Emmanuel Macron.

L'Andorre s'efforce donc bel et bel de respecter les engagements de l'Accord de Paris et exhorte le reste de la communauté internationale à faire de même.

En ce qui concerne l'éducation de qualité, l'Andorre est fière de son système éducatif riche, diversifié, inclusif et à la portée de tous les citoyens. Un système où les familles peuvent choisir le système éducatif andorran, espagnol ou français, et qui prépare les jeunes à devenir des citoyens d'un monde globalisé tout en étant enracinés dans leur pays et son identité.

Telle est peut-être la raison pour laquelle une grande partie des efforts de coopération internationale de l'Andorre concernent l'éducation. Plusieurs organisations non gouvernementales andorranes, avec l'appui financier du Gouvernement, mènent des projets visant à promouvoir la formation et les opportunités des enfants des rues de Bolivie, à encourager l'éducation des jeunes filles au Honduras ou la scolarisation des enfants pauvres de Madagascar.

Mesdames et Messieurs,

Le thème de cette Assemblée générale, choisi par Mme la Présidente, traite du leadership et des responsabilités partagées : « une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables ».

Ceci me paraît être une question clé : si nous permettons que l'action de l'ONU, et par extension celle de la communauté internationale dans son ensemble, s'éloigne des besoins réels des populations, nous perdrons en leadership.

Devant l'essor des populismes et des extrémismes, les dirigeants politiques se sentent souvent incompris. Mais il n'existe pas de dirigeant incompris car un dirigeant incompris n'est pas un dirigeant. Un dirigeant qui n'est pas en connexion avec son peuple n'est pas un dirigeant.

L'ONU ne peut pas se permettre le luxe de se déconnecter des problèmes, des besoins, des attentes et des espoirs des citoyennes et des citoyens de ce monde globalisé. C'est pour cette raison que l'Andorre apporte son soutien aux plans de réforme structurels de l'ONU que le Secrétaire général Guterres et son équipe sont en train de mettre en place. Une

gestion plus efficace des ressources, et tout particulièrement une gestion centrée sur les personnes, est indispensable.

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire général,

Ami(c)s de la communauté internationale,

Permettez-moi, en cette fin de discours, une brève référence personnelle. Il y a sept ans et demi, j'ai assumé la responsabilité de diriger le Gouvernement de la principauté d'Andorre. Une responsabilité que les urnes m'ont de nouveau octroyée en mars 2015. Il s'agit donc aujourd'hui de ma dernière participation à une Assemblée générale de l'ONU.

En Andorre, les femmes et les hommes de ma génération ont commencé à faire de la politique à l'époque où la Constitution andorrane a été adoptée, en 1993, et où notre pays a été reconnu comme un membre de plein droit de la communauté internationale. J'ai moi-même été choisi comme membre du Parlement l'année où l'Andorre est devenue membre de l'ONU.

J'ai donc grandi dans ces années d'optimisme que j'évoquais au début de mon discours : des années d'expansion de la démocratie, de croissance pour les économies et de renforcement des institutions multilatérales. En revanche, les personnes de ma génération et moi-même avons dû assumer nos fonctions et gouverner en temps de crise (crise économique, crise sociale et crise des valeurs), alors que ce que nous croyions solide et résistant s'avérait fragile et instable.

Avec le temps, nous nous sommes habitués à vivre en ayant conscience de cette fragilité et de cette instabilité. Au fond, cela n'est peut-être pas un mal. Nos ancêtres, les vieux Andorrans, avaient pleinement conscience de la fragilité des équilibres sur lesquels reposent nos institutions très anciennes.

Comparé à l'esprit d'optimisme d'il y a 25 ans, le symbole de notre temps, de l'époque actuelle, est précisément la conscience de cette fragilité : fragilité de l'économie, des institutions, de l'ordre géopolitique mondial, de l'environnement, de la planète dans son ensemble. Tout nous semble beaucoup plus fragile, beaucoup plus en danger.

De cette conscience nous avons tiré la force d'entreprendre des actions, qui étaient restées dans les tiroirs pendant des années, afin de mener des réformes en souffrance depuis des décennies : rendre l'économie plus ouverte, transparente et coopérative, construire une société plus inclusive, trouver des modèles de croissance durables, préserver les institutions et les valeurs léguées par l'histoire, tout en les adaptant pour les rendre utiles aux citoyens d'aujourd'hui.

Nous avons fait du besoin une vertu et de la faiblesse une force. Pour que les générations plus jeunes puissent prendre les rênes de leur temps avec le même optimisme que nous avons connu il y a 25 ans.

Jusqu'au dernier instant, nous devons faire des efforts pour que nos désillusions deviennent leurs espoirs, pour qu'ils tirent de nos erreurs la capacité d'éviter de commettre ces mêmes erreurs, pour que nos réussites deviennent les fondations sur lesquelles ils pourront continuer de créer des sociétés pacifiques, équitables et durables.

Pour que nous ayons tous, les générations plus âgées comme les générations plus jeunes, toujours à l'esprit que la sphère mondiale a des répercussions sur la sphère locale et que toutes les actions réalisées dans la sphère locale contribuent à former la société mondiale. Une société mondiale dans laquelle chacun se sentirait écouté et intégré.

Une société mondiale envers laquelle l'Andorre, malgré sa petite taille mais grâce à la sérénité que lui apportent des siècles d'existence pacifique, s'est pleinement engagée. Le Secrétaire général le sait, la Présidente de cette 73^e Assemblée générale le sait et toutes nos amies et tous nos amis de la communauté internationale le savent.

Les responsables politiques passent, mais les pays et les institutions restent. À l'avenir, j'en suis certain, vous pourrez continuer à compter sur la principauté d'Andorre pour construire un monde plus juste et plus sûr.

Je vous remercie.